

Contre l'extrême droite, affirmer les perspectives révolutionnaires

La mort de Quentin Deranque, militant d'extrême droite raciste et intégriste, a été l'occasion du déclenchement d'une vaste campagne de mensonges, d'insultes et de calomnies. Médias et politiciens, d'extrême droite, de droite et même de gauche, se sont acharnés, et pour certains continuent, contre la France insoumise et ce qu'ils appellent l'ultragauche.

Une intervention politique de l'extrême droite

Confortés et portés par cette vague de soutien, les groupuscules fascistes s'en sont donné à cœur joie : de nombreuses permanences de LFI ont été attaquées et taguées, et des militants connus ont été menacés. Des rassemblements se sont tenus, mais qui n'ont guère regroupé plus de quelques dizaines de personnes à chaque fois. À Lyon samedi, un peu plus de 3 000 manifestants ont pu parader impunément dans le cadre d'une manifestation nationale, encadrés et protégés par des centaines de policiers.

Les milieux ouvriers et populaires ont vite réalisé que, si Quentin Deranque était érigé en martyr, dans ce pays, c'est bien l'extrême droite qui provoque, qui agresse et qui tue : onze personnes depuis 2022, 48 depuis quarante ans, dans l'indifférence quasi générale des médias et des politiques. On ne les a pas entendus pour Ismaël Aali, tué parce que d'origine maghrébine le 6 janvier au sud de Lyon. Même silence pour le lycéen de Décines-Charpieu, dans la banlieue Est de Lyon, dont le visage a été lacéré le 19 janvier. Pas un mot pour El Hacem Diarra, travailleur immigré mort dans les mains de la police à Paris dans la nuit du 14 au 15 janvier. Silence complice après le coup de poing contre les Kurdes à Paris en février 2025, où une trentaine de nervis d'extrême droite ont attaqué une réunion et blessé un militant de la CGT au couteau.

Les réunions d'information sur la situation à Gaza, comme celle que le groupe fascisant Némésis a perturbée sous la protection de groupes paramilitaires, dont faisait partie Quentin Deranque, sont systématiquement la cible de la droite et de l'extrême droite, encouragées par les mesures répressives du gouvernement.

La campagne médiatique aujourd'hui dirigée principalement contre LFI et l'extrême gauche vise en

réalité tous ceux et toutes celles qui entendent protester contre le massacre des Palestiniens. Tous ceux également qui ne se résignent pas à la chasse aux migrants organisée par le pouvoir.

Dans une situation où ils recueilleraient un fort assentiment populaire, les milices d'extrême droite pourraient s'enhardir encore, et viser les locaux syndicaux et les piquets de grève.

Une riposte qui doit être politique

L'extrême droite est potentiellement un danger mortel pour les travailleurs et la société. Pour en triompher, il ne suffira pas, même si c'est indispensable, de constituer des services d'ordre à même de protéger locaux, réunions et manifestations. La lutte contre l'extrême droite ne peut se gagner que par des luttes sociales et politiques d'envergure. Pour les mener, il est urgent de constituer un pôle politique d'extrême gauche capable d'ouvrir une autre voie que les impasses de la gauche institutionnelle, qui ne jure que par le respect d'une police et d'une justice au service du patronat, et qui, à chacun de ses passages au gouvernement, a déçu et démoralisé les classes populaires... et jeté une partie d'entre elles dans les bras de l'extrême droite.

C'est pour affirmer cette nécessité que des listes révolutionnaires sont présentes aux élections municipales. Alors, votez et faites voter pour des candidats qui ne se résignent pas à la perspective illusoire de tenter d'améliorer le capitalisme comme LFI, ni à gouverner au service du grand patronat comme le PS et ses alliés.

C'est le capitalisme qu'il faut combattre et renverser ! Le 15 mars votez pour les listes ouvrières et révolutionnaires présentées par le NPA-R.

À Besançon, nous appelons à voter pour la liste présentée par Lutte ouvrière.

Il fallait oser

Les temps d'habillage n'ont même pas eu le temps d'être mis en place, partout qu'ils sont déjà attaqués. La nouvelle idée du jour : si un agent pose des heures pour partir plus tôt, il ne bénéficiera pas de temps d'habillage lors de son départ. Ce n'est pas grave, nous repartirons chez nous en tenue !

Burn out

Au bureau des entrées, la charge de travail ne fait qu'augmenter. Avec l'ajout de l'accueil des patients de la MMG, l'interdiction de faire des heures supplémentaires passe mal. Alors pour régler le problème, nous devrions tenir nous-même un bureau des embauches.

Qui a besoin de vacances ?

Comme tous les ans, nous devons planifier nos congés sur l'année, et comme tous les ans, il y aura des laissés pour compte. Faute d'effectifs suffisants, certains collègues ne pourront pas poser leurs jours comme ils l'entendent. C'est toujours la même politique, faire au mieux avec les moyens du bord.

Le gros mensonge d'Amélie de Montchalin

Amélie de Montchalin, la ministre des Comptes publics, avait contredit son ancien collègue de l'Économie, Éric Lombard, qui avait affirmé que de nombreux millionnaires ne payaient aucun impôt sur le revenu. Selon elle, ce n'était pas vrai. Le Sénat vient de la démentir par des documents rendus publics qui montrent qu'un nombre considérable de très riches ne sont pas imposés. En 2024, 18 525 foyers dont le patrimoine était supérieur à 1,3 million d'euros n'avaient pas payé d'impôt sur le revenu. La ministre ment sciemment pour couvrir ses amis millionnaires.

Quand l'hôpital public fait la manche

Après ceux de Fréjus et de Évreux, c'est au tour du Centre hospitalier de Bayonne, de faire appel à la générosité publique pour l'aider à boucler ses fins de mois. Il ambitionne de lever 1,5 million d'euros auprès des habitants en leur demandant d'investir une partie de leur épargne dans un « *fonds de placement au bénéfice d'un service public de santé* ». Les sommes seront remboursées au bout d'un an, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 3,1 %. Le simple fait qu'un établissement public puisse lancer une telle initiative pour aider à se financer montre, une fois encore, la grande misère des services publics.

Grèce : nouvelles noyades de migrants

Trois migrants ont été retrouvés morts au large de

la Crète. Vingt autres avaient été secourus dans la zone maritime de Kaloi Limenes. Les survivants ont indiqué qu'environ 50 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation. Plusieurs dizaines sont toujours portées disparues. Par ailleurs, une seconde embarcation transportant une quarantaine de migrants a été repérée dans la zone, déclenchant une nouvelle opération de sauvetage. Le Haut-Commissariat aux réfugiés, une agence de l'ONU, a recensé en 2025 107 personnes mortes ou disparues dans les eaux grecques.

Cette hécatombe ne prendra fin qu'à la condition que l'Union européenne renonce à sa sordide politique anti-migrants.

Maréchal, la voilà...

Lors d'un débat des élections municipales à Marseille, la candidate de la droite et du centre, Martine Vassal, a revendiqué comme « *valeurs* » le triptyque « *travail, famille, patrie* », cher en son temps au régime de Vichy.

Lorsqu'on lui a fait remarquer qu'il s'agit d'un slogan du maréchal Pétain, elle a répondu : « *Oui, mais ce sont mes valeurs. J'assume mes valeurs.* »

Une grossière manœuvre électorale pour la candidate soutenue par le camp macroniste et Les Républicains. Piquer quelques voix au candidat RN vaut bien de reprendre à son compte une idéologie nauséabonde.

L'ICE expulse un bébé malade et sa famille

Après le petit Liam âgé de 5 ans, la police de l'immigration américaine, l'ICE, s'en est pris cette fois à un enfant encore plus jeune. Alors qu'il souffrait d'une bronchite, la police a expulsé Juan Nicolas, âgé de seulement deux mois, et sa famille. Trouvé inconscient, il avait été conduit en urgence à l'hôpital. Il en était ressorti quelques heures plus tard avant d'être expulsé et abandonné en territoire mexicain avec ses parents et sa sœur de 16 mois.

Nuñez en Algérie : priorité aux expulsions

Le ministre de l'Intérieur a effectué une visite à Alger pour tenter de réchauffer les relations entre les deux pays. Mais au-delà des déclarations convenues sur la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, le déplacement du premier flic de France n'avait qu'un seul objectif : convaincre les autorités algériennes d'accepter le retour de leurs ressortissants visés par des obligations de quitter le territoire français.

Et de permettre ainsi à Macron et à son gouvernement d'afficher leur fermeté dans la lutte contre l'immigration, clandestine ou non, et de ne pas laisser le terrain de la surenchère xénophobe à la seule extrême droite.

Pour nous joindre : nparevolutionnairesbesancon@gmail.com

Instagram : [npa_revo_besancon](https://www.instagram.com/npa_revo_besancon)

Site national : <https://npa-revolutionnaires.org>